

COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

1932.
Le 3 août.
Rôle général
nos 52 et 53.

STATUT JURIDIQUE DU TERRITOIRE
DU SUD-EST DU GROËNLAND

ORDONNANCE DU 3 AOÛT 1932

XXV^{me} SESSION

1932

XXVth SESSION

ORDER OF AUGUST 3rd, 1932

PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE

1932.
August 3rd.
General list:
Nos. 52 and 53.

LEGAL STATUS
OF THE SOUTH-EASTERN TERRITORY
OF GREENLAND

COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

1932.
3 août.
Rôle général
nos 52 et 53.

ORDONNANCE RENDUE A LA DATE DU 3 AOÛT 1932

VINGT-CINQUIÈME SESSION

3 août 1932.

AFFAIRE RELATIVE AU STATUT
JURIDIQUE DU TERRITOIRE DU SUD-EST
DU GROËNLAND

DEMANDE EN INDICATION DE MESURES CONSERVATOIRES

Présents : MM. ADATCI, *Président*; GUERRERO, *Vice-Président* ;
le baron ROLIN-JAEQUEMYS, le comte ROSTWO-
ROWSKI, FROMAGEOT, DE BUSTAMANTE, ALTAMIRA, ANZI-
LOTTI, URRUTIA, sir CECIL HURST, MM. SCHÜCKING,
NEGULESCO, Jhr. VAN EYSINGA, M. WANG, *juges* ;
MM. VOGT et ZAHLE, *juges ad hoc*.

La Cour,

ainsi composée,
après délibéré en Chambre du Conseil,
vu les articles 31, 40 et 41 du Statut,
vu les articles 35 et 57 du Règlement,

Rend l'ordonnance suivante :

EN CE QUI CONCERNE L'ÉTAT DE LA PROCÉDURE ET DES FAITS :

Considérant que, par une requête du 18 juillet 1932, trans-
mise à la Cour par lettre du même jour du chargé d'affaires
de Norvège à La Haye, le Gouvernement norvégien a intro-
duit contre le Gouvernement danois une instance relative au
statut juridique de certaines parties du territoire sud-est du
Groënland ;

PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE

1932.
August 3rd.
General list:
Nos. 52 and 53.

ORDER MADE ON AUGUST 3rd, 1932.

TWENTY-FIFTH SESSION.

August 3rd, 1932.

CASE CONCERNING THE LEGAL STATUS
OF THE SOUTH-EASTERN TERRITORY
OF GREENLAND

REQUEST FOR THE INDICATION OF INTERIM MEASURES
OF PROTECTION.

Before : MM. ADATCI, *President* ; GUERRERO, *Vice-President* ;
Baron ROLIN-JAEQUEMYS, Count ROSTWOROWSKI,
MM. FROMAGEOT, DE BUSTAMANTE, ALTAMIRA, ANZILOTTI,
URRUTIA, Sir CECIL HURST, MM. SCHÜCKING,
NEGULESCO, Jhr. VAN EYSINGA, M. WANG, *Judges* ;
MM. VOGT and ZAHLE, *Judges ad hoc*.

The Court,

composed as above,
after deliberation,

having regard to Articles 31, 40 and 41 of the Statute,
having regard to Articles 35 and 57 of the Rules of Court,

Makes the following Order :

AS REGARDS THE PROCEDURE AND THE FACTS :

Whereas, by an application dated July 18th, 1932, transmitted to the Court by the Norwegian Chargé d'affaires at The Hague by a letter of the same date, the Norwegian Government has instituted proceedings against the Danish Government concerning the legal status of certain parts of the South-Eastern territory of Greenland ;

Considérant qu'aux termes de la requête, « par décret royal du 12 juillet 1932, le Gouvernement royal de Norvège a soumis à la souveraineté de la Norvège le territoire sud-est du Groënland, situé entre 63° 40' et 60° 30' de latitude nord » ; que « cette mesure a été prise pour protéger les intérêts norvégiens, étant donné que le Gouvernement danois avait fait savoir antérieurement au Gouvernement norvégien qu'il avait muni le chef d'une expédition danoise, destinée à ces contrées, de l'autorité de police qui, selon les intentions du Gouvernement danois, devrait être exercée non seulement vis-à-vis des ressortissants danois, mais aussi vis-à-vis des ressortissants norvégiens » ; que « le Gouvernement norvégien estime qu'il y a lieu de demander à la Cour en même temps une décision ordonnant des mesures conservatoires provisoires conformément à l'article 41 du Statut de la Cour (cf. aussi l'article 57 du Règlement) » ; que cette opinion, fondée sur certaines déclarations parues dans la presse danoise, est motivée par la considération « qu'il y a lieu de craindre sérieusement que le Gouvernement danois ne procède à des actes de violence vis-à-vis des ressortissants norvégiens ... séjournant et exerçant leur industrie sur le territoire » dont il s'agit ;

Considérant que la requête conclut à ce qu'il plaise à la Cour, non seulement de « dire et juger que la soumission à la souveraineté de la Norvège du territoire sud-est du Groënland situé entre 63° 40' et 60° 30' de latitude nord — soumission effectuée par décret royal du 12 juillet 1932 — est juridiquement valable et que, par conséquent, ledit territoire est soumis à la souveraineté de la Norvège », mais aussi de « décider d'ordonner immédiatement au Gouvernement danois comme mesure conservatoire provisoire de s'abstenir, sur ledit territoire, de toute mesure de contrainte vis-à-vis des ressortissants norvégiens » ;

Considérant, toutefois, que, dans la lettre en date du 18 juillet dernier, par laquelle il a transmis la requête à la Cour, le chargé d'affaires de Norvège à La Haye a prié la Cour, d'ordre de son Gouvernement, « de surseoir à statuer sur la demande de mesures conservatoires si le Gouvernement danois fait savoir à la Cour qu'il ne procédera pas à des mesures de contrainte » ;

Whereas it is stated in the application that, "by a Royal Decree of July 12th, 1932, the Royal Norwegian Government has placed the South-Eastern territory of Greenland situated between latitudes $63^{\circ} 40'$ and $60^{\circ} 30'$ North under the sovereignty of Norway"; as "this step was taken to protect Norwegian interests, since the Danish Government had previously informed the Norwegian Government that it had invested the leader of a Danish expedition to these territories with police powers which were intended by the Danish Government to be exercised, not only over Danish subjects but also over Norwegian subjects"; as "the Norwegian Government considers it necessary at the same time to ask the Court to order interim measures of protection in accordance with Article 41 of the Statute of the Court (see also Article 57 of the Rules)"; and as, in support of this opinion, which is based on certain statements which have appeared in the Danish Press, it is alleged that "there is serious reason to fear that the Danish Government may proceed to acts of violence against Norwegian nationals residing and exercising their calling in the territory" in question ;

Whereas the application requests the Court, not only "to give judgment to the effect that the placing of the South-Eastern territory of Greenland between latitudes $63^{\circ} 40'$ and $60^{\circ} 30'$ North under the sovereignty of Norway—effected by the Royal Decree of July 12th, 1932—is legally valid, and that accordingly the said territory is subject to the sovereignty of Norway", but also "to decide forthwith to order the Danish Government, as an interim measure of protection, to abstain in the said territory from any coercive measure directed against Norwegian nationals";

Whereas, nevertheless, in his letter of July 18th, 1932, transmitting the application to the Court, the Norwegian Chargé d'affaires at The Hague requested the Court, in pursuance of instructions from his Government, "to defer its decision upon the request for interim measures of protection, should the Danish Government inform the Court that it will not adopt coercive measures";

Considérant, d'autre part, que, par lettre également en date du 18 juillet 1932, le ministre de Danemark à La Haye a transmis à la Cour une requête introductive portant devant la Cour un différend entre le Gouvernement danois et le Gouvernement norvégien au sujet du Groënland ;

Considérant que cette requête invoque la proclamation royale en date du 12 juillet 1932, par laquelle « le Gouvernement norvégien a déclaré avoir procédé à l'occupation du territoire entre 63° 40' et 60° 30' de latitude nord sur la côte orientale du Groënland » ; qu'elle conclut à ce qu'il plaise à la Cour « dire et juger que la promulgation de l'occupation susmentionnée ainsi que toute mesure prise à cet égard par le Gouvernement norvégien constituent une infraction à l'état juridique existant et, par conséquent, sont illégales et non valables » ; qu'enfin, aux termes de la requête, « le Gouvernement danois se réserve d'adresser à la Cour, conformément à l'article 41 du Statut et à l'article 57 du Règlement, si les circonstances l'exigent, une requête en vue de mesures conservatoires pour la protection des droits du Gouvernement danois » ;

Considérant que, par une note du 22 juillet 1932, signée par le ministre de Danemark à La Haye, le Gouvernement danois a fait parvenir à la Cour ses observations sur la lettre susmentionnée du chargé d'affaires de Norvège à La Haye ; que, dans sa note, le Gouvernement danois « constate » que « la requête norvégienne tendant à obtenir une mesure conservatoire » « est sans aucun fondement » ; qu'à l'appui de cette opinion il allègue que « ni l'année dernière ni cette année, il ne s'est présenté le moindre fait qui pourrait motiver la démarche norvégienne » et qu'on « ne saurait rendre responsable le Gouvernement danois » des déclarations reproduites par la presse danoise et invoquées par le Gouvernement norvégien ;

Considérant qu'en conséquence le Gouvernement danois prie la Cour « de rejeter la demande norvégienne de mesures conservatoires comme étant sans objet et sans fondement » ; que, d'autre part, dans sa note du 22 juillet, le Gouvernement danois « rappelle qu'il s'est réservé de demander à la haute Cour de prendre des mesures conservatoires, pour le cas où les personnes, auxquelles le Gouvernement norvégien

Whereas, on the other hand, by a letter also dated July 18th, 1932, the Danish Minister at The Hague transmitted to the Court an application submitting to the Court a dispute between the Danish Government and the Norwegian Government concerning Greenland;

Whereas the aforesaid application refers to the Royal Proclamation dated July 12th, 1932, by which "the Norwegian Government declared that it had proceeded to occupy the territory situated between latitudes $63^{\circ} 40'$ and $60^{\circ} 30'$ North on the East coast of Greenland"; as the application requests the Court "to give judgment to the effect that the promulgation of the above-mentioned declaration of occupation and any steps taken in this respect by the Norwegian Government constitute a violation of the existing legal situation and are accordingly illegal and null and void"; and as, finally, it is stated in the application that "the Danish Government reserves the right to apply to the Court, under Article 41 of the Statute and Article 57 of the Rules of Court, should circumstances require it, for the indication of interim measures for the protection of the Danish Government's rights";

Whereas, by a note dated July 22nd, 1932, signed by the Danish Minister at The Hague, the Danish Government communicated to the Court its observations on the aforementioned letter of the Norwegian Chargé d'affaires at The Hague; as in its note the Danish Government declares that "the Norwegian application for interim measures of protection" "is without any justification"; and as it is alleged in support of this opinion that "neither last year nor in the present year has anything whatever occurred which could justify the Norwegian action" and that "the Danish Government could not be held responsible" for the statements which had appeared in the Danish Press and which were adduced by the Norwegian Government;

Whereas, in consequence, the Danish Government asks the Court "to dismiss the Norwegian request for interim measures of protection as being purposeless and groundless"; as, furthermore, in its note of July 22nd, the Danish Government "points out that it has reserved its right to apply to the Court for the indication of interim measures of protection in case the persons whom the Norwegian Government has

a donné une autorité que le Gouvernement danois estime sans aucune légalité et en conséquence comme non existante, ou d'autres personnes agiraient d'une façon qui pourrait porter atteinte à la législation protectrice des Esquimaux qui vivent dans les contrées visées par la dernière déclaration d'occupation, ou si d'autres incidents pourraient surgir » ; que, cependant, aucune demande n'a été faite en vertu de cette réserve ;

Considérant que lesdites observations du Gouvernement danois, dûment communiquées au Gouvernement norvégien, n'ont provoqué aucune démarche de la part de ce Gouvernement ;

Considérant qu'aux termes de l'article 57 de son Règlement « la Cour n'indique des mesures conservatoires qu'après avoir donné aux Parties la possibilité de faire entendre leurs observations à ce sujet » ;

Considérant qu'après délibéré en Chambre du Conseil, la Cour a décidé, le 22 juillet 1932,

a) de tenir, le 28 juillet 1932, une audience publique au cours de laquelle l'occasion serait donnée aux Parties de présenter de vive voix à la Cour leurs observations, qui devraient, toutefois, être brièvement résumées dans un document à déposer à l'audience ;

b) d'admettre, pour les besoins de la procédure sur la demande norvégienne en indication de mesures conservatoires, les juges *ad hoc* dûment désignés par les Parties, « vu que, dans le cas actuel, la présence de juges *ad hoc* n'est pas incompatible avec le caractère d'urgence des mesures conservatoires » ;

Considérant que les Parties, se prévalant du droit que leur confère l'article 31 du Statut — disposition dont l'applicabilité à l'espèce avait été reconnue par la Cour —, avaient, en effet, procédé à la désignation de juges *ad hoc* en vue des instances introduites par les requêtes du 18 juillet 1932 ; que le Gouvernement norvégien avait désigné à cet effet M. Benjamin Vogt, ministre de Norvège à Londres, et le Gouvernement danois M. Herluf Zahle, ministre du Danemark à Berlin ;

Considérant que les Parties ont désigné comme leurs représentants près la Cour pour les besoins de ladite procédure,

invested with powers, which the Danish Government regards as entirely illegal and consequently as non-existent, or other individuals, should act in a manner prejudicial to the legislation for the protection of the Eskimos living in the territory covered by the latest declaration of occupation, or if other incidents should supervene"; as, however, no application has been made in virtue of this reservation;

Whereas the said observations of the Danish Government were duly communicated to the Norwegian Government without giving rise to any action on the part of that Government;

Whereas, by the terms of Article 57 of its Rules, "the Court shall only indicate measures of protection after giving the Parties an opportunity of presenting their observations on the subject";

Whereas the Court decided, after deliberation, on July 22nd, 1932,

(a) to hold a public hearing on July 28th, 1932, when an opportunity would be afforded to the Parties of submitting orally their observations to the Court, such observations to be briefly summarized in a document handed in at the hearing;

(b) to admit, for the purposes of the proceedings on the Norwegian request for the indication of interim measures of protection, the judges *ad hoc* duly appointed by the Parties, "having regard to the fact that in this case the presence of judges *ad hoc* is not inconsistent with the urgent nature of interim measures of protection";

Whereas the Parties, availing themselves of their right under Article 31 of the Statute—the applicability of which to this case had been recognized by the Court—had appointed judges *ad hoc* for the purposes of the proceedings instituted by the applications of July 18th, 1932; as the Norwegian Government had appointed for that purpose M. Benjamin Vogt, Norwegian Minister in London, and the Danish Government M. Herluf Zahle, Danish Minister at Berlin;

Whereas the Parties had chosen as their representatives before the Court for the purposes of the said proceedings,

le Gouvernement norvégien :

agent : M. Bull, chargé d'affaires de Norvège à La Haye ;
agents et avocats : MM. Arne Sunde, avocat à la Cour suprême
de Norvège, ancien ministre de la Justice, et Per Rygh,
avocat à la Cour suprême ; conseil et avocat : M. Gilbert-
Charles Gidel, professeur à la Faculté de droit de l'Université
de Paris et à l'École libre des Sciences politiques ; expert :
M. Adolf Hoel, professeur agrégé à l'Université d'Oslo ;

et

le Gouvernement danois :

agent : M. de Scavenius, ministre du Danemark à La Haye ;
agent, conseil et avocat : M. K. Steglich-Petersen, avocat à
la Cour suprême du Danemark ; conseil et avocat : M. Gustav
Rasmussen, docteur en droit, du ministère des Affaires étran-
gères à Copenhague ;

Considérant que, le 28 juillet 1932, la Cour a entendu
MM. Rygh, Sunde, Steglich-Petersen et Rasmussen en leurs
exposés, réplique et duplique ; qu'elle a dûment reçu, des
agents des Parties, les résumés desdits exposés, dont elle
avait prescrit le dépôt ;

Considérant qu'aux termes de l'exposé de M. Rygh, la
demande norvégienne en indication de mesures conservatoires
avait pour objet d'amener le Gouvernement danois à « s'abste-
nir de toute mesure de contrainte et de toute application de
force contre les ressortissants norvégiens » dans le territoire
dont il s'agit ;

Considérant que, dans son exposé, M. Sunde a indiqué
que la demande norvégienne avait pour objet « d'éviter des
événements regrettables et qui ne sauraient éventuellement
être réparés moyennant le versement d'une simple indemnité,
ou par quelque autre prestation matérielle » ; qu'il a ajouté
que, de l'avis du Gouvernement norvégien, « sa demande est
bien fondée, moralement, juridiquement et aussi politiquement,
et que les mesures provisoires sollicitées constituent, dans les
circonstances, le meilleur moyen d'empêcher des incidents
fâcheux » ; qu'enfin, selon lui, « il n'y a aucun doute que la
Cour pourrait satisfaire à cette demande, sa compétence n'étant
limitée ni par le Statut ni par le Règlement de la Cour » ;

the Norwegian Government :

Agent : M. Bull, Norwegian Chargé d'affaires at The Hague ;
Agents and Advocates : MM. Arne Sunde, Advocate of the Norwegian Supreme Court, former Minister of Justice, and Per Rygh, Advocate of the Supreme Court ; Counsel and Advocate : M. Gilbert Charles Gidel, Professor at the Faculty of Law of the University of Paris and the *École libre des Sciences politiques* ; Expert : M. Adolf Hoel, Professor at the University of Oslo ;

and

the Danish Government :

Agent : M. de Scavenius, Danish Minister at The Hague ;
Agent, Counsel and Advocate : M. K. Steglich-Petersen, Advocate of the Supreme Court of Denmark ; Counsel and Advocate : M. Gustav Rasmussen, Doctor of Law, of the Ministry for Foreign Affairs at Copenhagen ;

Whereas on July 28th, 1932, the Court heard statements, a reply and a rejoinder presented by MM. Rygh, Sunde, Steglich-Petersen and Rasmussen, and duly received from the Agents of the Parties the summaries of the said statements which it had called for ;

Whereas, according to M. Rygh's statement, the object of the Norwegian request for the indication of interim measures of protection was to cause the Danish Government "to abstain from any measures of violence or force against Norwegian nationals" in the territory in question ;

Whereas M. Sunde pointed out in his statement that the object of the Norwegian request was "to prevent regrettable events which it might be impossible to make good simply by the payment of an indemnity or by compensation or restitution in some other material form" ; as he added that in the view of the Norwegian Government "its action is justified morally, legally and also politically, and the interim measures which it asks the Court to indicate are in the circumstances the best means of preventing any regrettable incidents" ; and as, lastly, according to him, "there is no doubt that the Court can comply with this request, its jurisdiction not being limited by the Statute or by the Rules of Court" ;

Considérant qu'à la fin de son exposé, M. Sunde a fait, au nom du Gouvernement norvégien, la déclaration dont la partie pertinente est ainsi conçue :

« la Norvège estime que les deux Parties devraient, en attendant la décision de la Cour, observer une mutuelle déférence quant à leurs points de vue réciproques. La Norvège, animée des sentiments de respect dus à la Cour, se déclare, pour sa part, toute prête à observer l'attitude ci-dessus définie, de façon à renoncer, sur ce territoire, à tout emploi de la force à l'égard de l'autre Partie, de ses ressortissants, de leur propriété et de leurs droits.

Le Gouvernement de Norvège accepte, en conséquence, que la demande en indication de mesures conservatoires formulée par lui dans sa requête du 18 juillet 1932 soit comprise comme visant des mesures s'appliquant de manière égale aux deux Parties à la présente instance. »

Considérant qu'aux termes de l'exposé de M. Steglich-Petersen, « la demande norvégienne qui a pour objet l'indication de mesures conservatoires ne trouve pas d'appui dans l'article 41 du Statut et l'article 57 du Règlement » — lesquels ne traitent que de la préservation des droits de l'une ou de l'autre Partie —, étant donné que, selon lui, la Norvège n'est bénéficiaire, dans le territoire dont il s'agit, d'aucun droit susceptible de faire l'objet d'une mesure conservatoire ; que, selon le même exposé, la demande norvégienne vise plutôt la prévention d'incidents « susceptibles d'aggraver ou d'étendre le différend », mais que l'obligation d'éviter de tels incidents constitue une obligation indépendante pour les deux Parties, lesquelles ont accepté l'« Acte général de conciliation, de règlement judiciaire et de règlement arbitral » du 26 septembre 1928 ; que, d'ailleurs, d'après l'exposé de M. Steglich-Petersen, le Gouvernement norvégien n'aurait pas établi la réalité du danger de voir se produire des incidents ; enfin, que ledit exposé conclut à ce qu'il plaise à la Cour « rejeter la demande du Gouvernement norvégien du 18 juillet 1932 qui avait pour objet l'indication de mesures conservatoires conformément aux articles 41 du Statut et 57 du Règlement » ;

Considérant que l'exposé de M. Rasmussen conclut à ce qu'il plaise à la Cour « déclarer non justifiée la demande de mesures conservatoires présentée par le Gouvernement norvégien » ;

Whereas, at the conclusion of his speech, M. Sunde made a declaration on behalf of the Norwegian Government, the relevant portion of which reads as follows:

".... Norway is of opinion that the two Parties should, pending the Court's decision, mutually respect each other's point of view. Norway, animated by the feelings of respect which are due to the Court, declares herself entirely prepared for her part to observe the attitude defined above, and to abstain in the said territory from the use of any force against the other Party, its nationals, their property and their rights.

The Norwegian Government accordingly agrees that the request for the indication of interim measures of protection which it formulated in its application of July 18th, 1932, should be understood as referring equally to both Parties to the present proceedings."

Whereas, according to the statement by M. Steglich-Petersen, "the Norwegian request for provisional measures has no foundation in Article 41 of the Statute and Article 57 of the Rules"—which deal only with the preservation of the rights of one or other Party—seeing that, according to him, Norway possesses no right in the territory in question capable of forming the subject of a measure of protection; as, according to this same statement, the Norwegian request contemplates rather the prevention of incidents "likely to aggravate or extend the dispute", but as the obligation to avoid such incidents is an independent obligation for the Parties, both of whom have accepted the "General Act for Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration" of September 26th, 1928; as, moreover, according to the statement of M. Steglich-Petersen, the Norwegian Government had not established that there was any real danger of incidents occurring; as, lastly, the said statement concluded by requesting the Court to "dismiss the application of the Norwegian Government of July 18th, 1932, for provisional measures under Article 41 of the Statute and Article 57 of the Rules";

Whereas M. Rasmussen concluded his statement by asking the Court "to declare the request for interim measures submitted by the Norwegian Government to be without justification";

Considérant qu'il est constant

1) que, dans le territoire visé par les requêtes du 18 juillet 1932, se trouvent un petit nombre de ressortissants norvégiens, membres de deux expéditions de chasse; que l'un de ces ressortissants norvégiens est muni par son Gouvernement de pouvoirs de police;

2) que deux expéditions danoises, relativement nombreuses, comprenant des membres munis de pouvoirs de police, sont en route pour ledit territoire ou y sont déjà arrivées;

Considérant, par ailleurs, que la Partie norvégienne soutient qu'aucune personne — soit indigène soit ressortissant de pays autres que le Danemark ou la Norvège — ne se trouve dans le territoire; que cela est cependant contesté par la Partie danoise;

Considérant que, selon la Partie norvégienne, il est inévitable, à cause des conditions topographiques du territoire dont il s'agit, que « les Norvégiens et les Danois qui demeurent ou qui travaillent sur cette côte se rencontrent souvent »; que, d'autre part, suivant la Partie danoise, « il s'agit de régions immenses et d'un fort petit nombre de personnes, ce qui veut dire, en pratique, que les autorités danoises et les ressortissants norvégiens dont il s'agit ne se rencontreront qu'à de très rares intervalles et tout à fait par hasard »;

Considérant que la Partie danoise a allégué, et que la Partie norvégienne n'a pas contesté, que des ressortissants danois et norvégiens, munis par leurs Gouvernements respectifs de pouvoirs de police, se sont, en 1931, simultanément trouvés dans une autre partie du Groënland oriental, sans que des incidents s'en soient suivis;

EN DROIT,

Sur l'article 41 du Statut :

Considérant qu'aux termes de l'article 41 du Statut, « la Cour a le pouvoir d'indiquer, si elle estime que les circonstances l'exigent, quelles mesures conservatoires du droit de chacun doivent être prises à titre provisoire »;

Considérant qu'il peut être soutenu en principe que ledit pouvoir de la Cour n'existe que par rapport à un différend

Whereas it is common ground

(1) that there are in the territory covered by the applications of July 18th, 1932, a few Norwegian nationals, the members of two hunting expeditions; that one of these Norwegian nationals is invested by his Government with police powers;

(2) that two Danish expeditions, consisting of a relatively large number of persons including some invested with police powers, are on their way to, or have already arrived in, the said territory;

Whereas Norway claims that there are in the territory in question no native inhabitants or nationals of countries other than Denmark or Norway; as this fact is however disputed by Denmark;

Whereas, according to Norway, owing to the topographical conditions of the territory in question, it is inevitable that "the Norwegians and Danes residing or working on this coast should frequently meet one another"; as however, according to Denmark, "it is a question of immense areas and very few persons, which will mean in practice that the Danish authorities and the Norwegian subjects concerned will only meet each other very rarely and quite accidentally";

Whereas Denmark has maintained and Norway has not denied that Danish and Norwegian nationals, respectively invested by their Governments with police powers, were simultaneously present in another part of Eastern Greenland in 1931, and that no incidents resulted therefrom;

THE LAW,

As to Article 41 of the Statute:

Whereas, according to Article 41 of the Statute, "the Court shall have the power to indicate, if it considers that circumstances so require, any provisional measures which ought to be taken to reserve the respective rights of either Party";

Whereas it is in principle arguable that such a power on the part of the Court exists only in respect of a dispute

dont celle-ci est déjà saisie, mais qu'il n'est pas nécessaire pour la Cour, dans la présente espèce, de se prononcer sur cette question d'interprétation de ses pouvoirs, vu qu'elle est déjà valablement saisie — soit par le Danemark, soit par la Norvège, soit par les deux pays — d'un différend entre la Norvège et le Danemark relatif au statut juridique du territoire sud-est du Groënland ; que ce différend a pour origine le décret royal norvégien susmentionné du 12 juillet 1932 ; et que l'objet du différend est la validité en droit de l'occupation proclamée dans ledit décret royal, « la Norvège étant convaincue que l'occupation est valable et légale, tandis que le Danemark est d'un avis contraire » ;

Considérant, d'autre part, qu'il est constant que la Cour peut procéder à l'indication de mesures conservatoires tant à la demande des Parties (ou de l'une d'elles) que d'office ; mais qu'il convient d'examiner tout d'abord la demande norvégienne en indication de mesures conservatoires pour voir ensuite s'il y a lieu de procéder, le cas échéant, à une indication d'office ;

Sur la demande norvégienne de mesures conservatoires :

Considérant, à l'égard de la demande norvégienne, que, selon la jurisprudence de la Cour, « l'objet des mesures conservatoires prévues au Statut de la Cour est de sauvegarder les droits de chacun en attendant que la Cour rende sa décision », savoir, pour autant que le préjudice dont ces droits sont menacés serait irrémédiable en droit ou en fait ;

Considérant qu'il a été soutenu pendant que, suivant les termes de l'article 41 du Statut, la Cour a également compétence pour indiquer des mesures conservatoires dans le seul dessein de prévenir des occurrences regrettables et des incidents fâcheux ;

Considérant qu'il n'y a pas lieu pour la Cour, dans la présente espèce, de prendre position à l'égard de cette controverse d'interprétation, vu qu'en partant de chacun des deux points de vue elle arrive au même résultat ;

Considérant, en effet, que, si l'on se place au point de vue consacré par la jurisprudence de la Cour, il y a lieu de constater que la demande norvégienne en indication de mesures conservatoires, telle qu'elle a été exposée à la fois dans la

already submitted to it; but as the Court is not now called upon to decide this question concerning the interpretation of its powers, since there has already been regularly submitted to it—either by Denmark or by Norway, or by both—a dispute between Norway and Denmark concerning the legal status of the South-Eastern territory of Greenland; as this dispute arises out of the above-mentioned Royal Norwegian Decree of July 12th, 1932; and as the subject of the dispute is the legal validity of the occupation proclaimed in the said Royal Decree, “Norway being of opinion that the occupation is valid and lawful, whilst Denmark holds the opposite view”;

Whereas, moreover, the Court is satisfied that it may proceed to indicate interim measures of protection both at the request of the Parties (or of one of them) and *proprio motu*; but as the Norwegian request for interim measures of protection must first be examined, leaving the question whether measures should if necessary be indicated *proprio motu* to be determined subsequently;

As to the Norwegian request for interim measures of protection:

Whereas, with reference to the Norwegian request, the Court has ruled that “the object of the measures of interim protection contemplated by the Statute of the Court is to preserve the respective rights of the Parties pending the decision of the Court”, in so far, that is, as the damage threatening these rights would be irreparable in fact or in law;

Whereas, however, it has been argued that, under Article 41 of the Statute, the Court is also competent to indicate interim measures of protection for the sole purpose of preventing regrettable events and unfortunate incidents;

Whereas, in the present case, there is no occasion for the Court to take a final stand upon this controversy as to interpretation, seeing that, from either point of view, it arrives at the same result;

Whereas, in fact, from the standpoint previously adopted by the Court it is to be observed that the Norwegian request for the indication of interim measures of protection as formulated both in the application of July 18th and at the hearing

requête du 18 juillet et à l'audience du 28 juillet 1932, n'est pas fondée sur l'allégation que les mesures que le Gouvernement norvégien prie la Cour d'empêcher préjugeraient un droit norvégien reconnu ou éventuel ;

Considérant que, d'ailleurs, les incidents que le Gouvernement norvégien aurait en vue de prévenir ne peuvent en aucun cas et en aucune mesure préjuger l'existence ou la valeur des droits souverains revendiqués par la Norvège sur le territoire dont il s'agit, à supposer que ces droits soient dûment reconnus par la Cour dans son arrêt futur sur le fond du litige ; que ce sont là les seuls droits qui pourraient, le cas échéant, entrer en ligne de compte ;

Considérant dès lors que, pour autant qu'il s'agit de la demande norvégienne en indication de mesures conservatoires, les droits norvégiens, dont la sauvegarde exigerait l'indication de telles mesures, ne sont pas en cause ;

Considérant, si l'on se place même au point de vue de l'interprétation plus large de l'article 41 du Statut, qu'il n'apparaît pas qu'il y ait lieu de craindre que les incidents visés dans la demande norvégienne viennent effectivement à se produire ;

Considérant, en effet, que dans sa note du 22 juillet 1932 le Gouvernement danois a déclaré qu'il « maintiendra ... comme il l'a fait jusqu'ici » l'attitude qui consiste à « donner aux sujets norvégiens toute liberté d'exercer leur industrie sur la côte orientale du Groënland, que leur donne cette convention » (*scil.* la Convention dano-norvégienne du 9 juillet 1924 relative au Groënland oriental) ; que, d'après l'exposé fait devant la Cour par M. Steglich-Petersen, cette attitude s'étend également aux Norvégiens formellement munis de pouvoirs de police ; qu'aux termes du même exposé, le président du Conseil des Ministres de Danemark a publiquement désavoué l'idée du recours à des mesures de rétorsion de quelque nature qu'elles soient ; enfin, qu'aux termes de l'exposé de M. Rasmussen, « aussi longtemps que les ressortissants norvégiens qui, sur la base de la Convention de 1924, séjournent dans la zone visée par la demande norvégienne, ne provoquent pas eux-mêmes des incidents, il n'y a aucune raison de croire que de tels incidents surgiront » ;

of July 28th, 1932, is not based on the plea that the action which the Norwegian Government asks the Court to prevent would prejudice some recognized or alleged Norwegian right ;

Whereas, moreover, the incidents which the Norwegian Government aims at preventing cannot in any event, or to any degree, affect the existence or value of the sovereign rights claimed by Norway over the territory in question, were these rights to be duly recognized by the Court in its future judgment on the merits of the dispute ; and as these are the only rights which might enter into account ;

Whereas, accordingly, so far as concerns the Norwegian request for the indication of interim measures of protection, no Norwegian rights the protection of which might require the indication of such measures, are in issue ;

Whereas, even adopting the broader interpretation of Article 41 of the Statute, there would seem to be no occasion to fear that the incidents contemplated by the Norwegian request will actually occur ;

Whereas, in its note of July 22nd, 1932, the Danish Government has in fact declared that it will "maintain as it has hitherto done" its attitude of "allowing Norwegian subjects every freedom to engage in their callings on the East coast of Greenland afforded them by this Convention" (*scil.* the Danish-Norwegian Convention of July 9th, 1924, concerning Eastern Greenland) ; as, according to the statement made in Court by M. Steglich-Petersen, this attitude also covers Norwegians formally invested with police powers ; as, according to the same statement, the Danish Prime Minister has publicly stated "that he dissociates himself from all kinds of retaliatory measures" ; finally, as, according to M. Rasmussen's statement, "so long as Norwegian nationals sojourning in the zone contemplated by the Norwegian request, under the terms of the 1924 Convention, do not themselves provoke incidents, there is no reason to suppose that such incidents will arise" ;

Considérant, d'autre part, que, selon la communication faite par M. Rygh à l'audience du 28 juillet, le Gouvernement norvégien a donné au ressortissant norvégien muni de pouvoirs de police, dans le territoire dont il s'agit, des instructions ainsi conçues :

« Après avoir conféré avec le ministère de la Justice, on vous fait savoir que votre autorité de police, qui s'applique également aux étrangers, devra être exercée avec le plus haut degré de tact. Des égards particuliers devront être témoignés aux ressortissants danois. Il ne faut faire obstacle en rien aux expéditions danoises qui se tiennent dans les limites de la Convention de 1924 concernant le Groënland oriental, toujours en vigueur. Le ministère vous rappelle l'importance qu'il y a pour la position internationale de la Norvège à éviter les complications. Au cas où des difficultés particulières se présenteraient, vous devrez demander télégraphiquement des ordres. Vous êtes prié d'accuser réception de ce télégramme par voie télégraphique. »

Considérant, de même, que la déclaration faite au nom du Gouvernement norvégien par M. Sunde à ladite audience et qui a été reproduite ci-dessus contient le passage suivant :

« La Norvège, animée des sentiments de respect dus à la Cour, se déclare, pour sa part, toute prête à renoncer, sur ce territoire [le territoire dont il s'agit], à tout emploi de la force à l'égard de l'autre Partie, de ses ressortissants, de leur propriété et de leurs droits » ;

Considérant il est vrai que, d'une part, les déclarations danoises reproduites ci-dessus ont été constamment accompagnées de réserves visant l'exercice par les autorités danoises d'actes destinés à assurer, dans le territoire dont il s'agit, le maintien de l'ordre, tant à l'égard de la population indigène que des étrangers, ainsi que l'observation de la législation protectrice des Esquimaux ; et que, d'autre part, la déclaration norvégienne du 28 juillet, faite dans l'hypothèse que la Cour fera droit à la demande norvégienne en indication de mesures conservatoires, présuppose la réciprocité ;

Considérant toutefois que, même ainsi formulées, lesdites déclarations, prises ensemble, dénotent l'existence, dans les milieux responsables des deux pays, d'un état d'esprit et d'intentions éminemment rassurants ;

Whereas, on the other hand, according to the announcement made by M. Rygh at the hearing on July 28th, the Norwegian Government has given the Norwegian national invested with police powers in the territory in question instructions to the following effect :

“After having conferred with the Ministry of Justice, you are informed that your police powers which extend also to foreigners must be exercised with the utmost tact. Particular consideration must be shown to Danish nationals. No obstacle must be placed in the way of Danish expeditions which keep within the terms of the Convention of 1924 concerning Eastern Greenland, a Convention which remains in force. The Ministry reminds you of the importance, from the point of view of the international position of Norway, of avoiding complications. In case any special difficulties arise you will ask for instructions by telegraph. You are requested to acknowledge the receipt of these instructions by telegram.”

Similarly, whereas the declaration made on behalf of the Norwegian Government by M. Sunde at the same hearing and reproduced above contains the following passage :

“Norway, animated by the feelings of respect which are due to the Court, declares herself entirely prepared for her part to abstain in the said territory from the use of any force against the other Party, its nationals, their property and their rights” ;

Whereas, doubtless, on the one hand, the Danish declarations reproduced above have always been accompanied by reservations regarding the taking by the Danish authorities of action designed to ensure the maintenance of order in the territory in question, in regard both to the native population and to foreigners, as also the observance of the legislation for the protection of the Eskimos ; and as, on the other hand, the Norwegian declaration of July 28th, which was made on the assumption that the Court would comply with the Norwegian request for the indication of measures of protection, presupposes reciprocity ;

Whereas, however, even in this form, these declarations, taken together, are indicative of the existence in responsible circles in both countries of a state of mind and of intentions which are eminently reassuring ;

Considérant, d'ailleurs, qu'une fois ces intentions officiellement proclamées devant la Cour, celle-ci ne doit ni ne peut présumer que les deux Gouvernements en cause puissent agir autrement qu'en conformité des intentions ainsi manifestées ;

Considérant, en outre, que la Convention relative au Groënland oriental, conclue entre le Danemark et la Norvège le 9 juillet 1924 et qui est toujours en vigueur, fait droit entre les Parties par rapport au territoire dont il s'agit ; que, d'après le procès-verbal final signé à Christiania, le 28 janvier 1924, par les délégations danoise et norvégienne auxquelles avait été confiée l'élaboration de ladite convention, celle-ci a précisément pour objet « d'éviter qu'un conflit ne s'élève sur les points qui en présentent la possibilité » ; que cette convention, qui règle notamment des questions relatives à la chasse, à la pêche, à la « prise en possession à titre d'usage » et au travail scientifique et humanitaire, présuppose (art. 3, al. 2) que les ressortissants danois et norvégiens se trouvant dans les territoires visés par la convention (y compris le territoire visé par le décret royal norvégien du 12 juillet 1932) sont, aux points de vue de la chasse et de la pêche, soumis à la législation de leurs pays respectifs ;

Considérant enfin que, le différend relatif au statut juridique du territoire sud-est du Groënland étant spécialement soumis à la Cour par les requêtes du 18 juillet 1932, aucun acte desdits Gouvernements dans le territoire dont il s'agit ne saurait exercer une influence quelconque sur l'état de droit qu'il incombe à la Cour de définir ; que, dès lors, les Parties n'ont aucun intérêt à faire procéder à des actes de nature à pouvoir provoquer des incidents ;

Considérant, dans ces conditions, et abstraction faite de la question de savoir si des droits norvégiens dont la sauvegarde demanderait l'indication de mesures conservatoires sont ou non en cause, que les circonstances signalées dans la requête norvégienne et dans les exposés ultérieurs n'exigent pas que de telles mesures soient prises ;

Sur l'indication d'office de mesures conservatoires :

Considérant, d'autre part, qu'il convient pour la Cour d'examiner s'il y a lieu ou non de procéder d'office à l'indication de

Whereas, moreover, these intentions having been officially proclaimed before the Court, the latter must not and cannot presume that the two Governments concerned might act otherwise than in conformity with the intentions thus expressed ;

Whereas, furthermore, the Convention concerning Eastern Greenland concluded between Denmark and Norway on July 9th, 1924, which remains in force, constitutes the law between the Parties in so far as concerns the territory in question ; as, according to the final protocol signed at Christiania on January 28th, 1924, by the Danish and Norwegian delegations entrusted with the drawing up of the said Convention, the object of the latter is precisely to "prevent a dispute arising in regard to points likely to give rise to a dispute" ; this Convention, which deals mainly with questions regarding hunting, fishing, "taking possession of land for some useful purpose", and scientific and humanitarian work, presupposes (Art. 3, para. 2) that Danish and Norwegian nationals in the territories covered by the Convention (including the territory covered by the Royal Norwegian Decree of July 12th, 1932) are, as regards hunting and fishing, subject to the legislation of their respective countries ;

Whereas, finally, the dispute respecting the legal status of the South-Eastern territory or Greenland has been specifically submitted to the Court by the applications of July 18th, 1932, so that no act on the part of the said Governments in the territory in question can have any effect whatever as regards the legal situation which the Court is called upon to define ; as, accordingly, the Parties can have no interest in causing acts to be performed likely to give rise to incidents ;

Whereas, under these conditions, and apart from the question whether any Norwegian rights the preservation of which would require the indication of interim measures of protection are or are not in issue, the circumstances mentioned in the Norwegian request and in the oral statements subsequently made do not require such measures to be taken ;

As to indication by the Court proprio motu of interim measures of protection :

Whereas, on the other hand, the Court must consider whether or not there is ground for proceeding, *proprio motu*,

mesures conservatoires à l'occasion des deux requêtes du 18 juillet 1932, indépendamment de la demande norvégienne à cet effet ;

Considérant que la Cour entend envisager ici seulement le différend qui est relatif à la souveraineté sur les parties du territoire sud-est du Groënland visées par le décret royal norvégien du 12 juillet 1932 et qui a son origine dans ledit décret ;
Considérant que les droits qu'il s'agirait, le cas échéant, de sauvegarder par rapport à l'instance introduite le 18 juillet 1932 et relative au Groënland du Sud-Est sont — dès lors — uniquement les droits éventuels de souveraineté que la Cour pourrait être amenée à reconnaître, en statuant sur le fond, à l'une ou à l'autre des Parties ;

Considérant qu'à l'audience du 28 juillet 1932, M. Steglich-Petersen a déclaré, au nom du Gouvernement danois, « qu'en égard à la déférence qui est naturelle » vis-à-vis de la Cour, ce Gouvernement « n'a pas l'intention, tant que l'affaire sera pendante devant elle, de prendre une mesure quelconque de nature à modifier le statut juridique du territoire qui fait l'objet du procès » ;

Considérant qu'à la même occasion, M. Sunde a déclaré, au nom du Gouvernement norvégien, que, de l'avis de ce Gouvernement, « les deux Parties devraient, en attendant la décision de la Cour, observer une mutuelle déférence quant à leurs points de vue respectifs » ;

Considérant qu'en égard au caractère des droits éventuels dont il s'agit, envisagé par rapport aux conditions naturelles du territoire en cause, même « des mesures de nature à modifier le statut juridique du territoire » ne sauraient, d'après les renseignements dont la Cour dispose actuellement, affecter la valeur de ces droits éventuels une fois que, dans son arrêt sur le fond, la Cour les aurait reconnus à l'une ou à l'autre des Parties ; qu'en tout cas, l'effet de pareilles mesures ne serait point irréparable en fait ;

Considérant, d'ailleurs, que les deux Parties sont liées par l'« Acte général de conciliation, de règlement judiciaire et de règlement arbitral » signé à Genève le 26 septembre 1928 ; qu'aux termes de l'article 33, alinéa 3, de cet acte, « les Parties s'engagent » notamment « à ne procéder à aucun acte,

to indicate interim measures of protection in connection with the two applications of July 18th, 1932, independently of the Norwegian request to that effect ;

Whereas the Court intends now to deal simply and solely with the dispute concerning the sovereignty over the portions of South-Eastern Greenland covered by the Royal Norwegian Decree of July 12th, 1932, and arising out of that Decree ;

Whereas the rights which it might be necessary to protect in connection with the proceedings instituted on July 18th, 1932, concerning South-Eastern Greenland are, accordingly, solely such sovereign rights as the Court might, in giving judgment on the merits, recognize as appertaining to one or other of the Parties ;

Whereas, at the hearing on July 28th, 1932, M. Steglich-Petersen stated, on behalf of the Danish Government, "that in accordance with the natural regard" due to the Court, his Government does "not intend, as long as the case is pending before the Court, to take any measures that are calculated to change the legal status of the territory which is the subject of the case" ;

Whereas, on the same occasion, M. Sunde stated, on behalf of the Norwegian Government, that, in the view of this Government, "the two Parties should, pending the Court's decision, mutually respect each other's point of view" ;

Whereas, having regard to the character of the alleged rights in question, considered in relation to the natural characteristics of the territory in issue, even "measures calculated to change the legal status of the territory" could not, according to the information now at the Court's disposal, affect the value of such alleged rights, once the Court in its judgment on the merits had recognized them as appertaining to one or other of the Parties, and as, in any case, the consequences of such measures would not, in point of fact, be irreparable ;

Whereas, moreover, both Parties are bound by the "General Act for Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration" signed at Geneva on September 26th, 1928 ; as by the terms of paragraph 3 of Article 33 of the said Act "the Parties undertake" in particular "to abstain from measures likely to

de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend » ; que l'interprétation et application de cette clause est placée sous la garantie de la juridiction obligatoire de cette Cour ; que, dès lors, en cas d'atteinte portée aux droits éventuels dont il s'agit, le remède juridique ne ferait pas défaut, même abstraction faite de l'acceptation par les Parties de la disposition facultative visée par l'article 36, alinéa 2, du Statut ;

Considérant, dans ces conditions, que les droits éventuels en question n'exigent pas, en ce moment, pour leur sauvegarde, que des mesures conservatoires soient indiquées d'office par la Cour à titre provisoire,

LA COUR

1) rejette la demande du Gouvernement norvégien du 18 juillet 1932 en indication de mesures conservatoires ;

2) se réserve d'examiner ultérieurement si les circonstances viennent à exiger que des mesures conservatoires soient prises, conformément à l'article 41 du Statut.

Fait en français et en anglais, le texte français faisant foi, au Palais de la Paix, à La Haye, le trois août mil neuf cent trente-deux, en quatre exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives de la Cour et dont les autres seront transmis respectivement au Gouvernement royal de Norvège, au Gouvernement royal de Danemark et au Conseil de la Société des Nations.

Le Président de la Cour :

(Signé) M. ADATCI.

Le Greffier de la Cour :

(Signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

aggravate or extend the dispute” ; as the interpretation and application of that clause are subject to the compulsory jurisdiction of the Court ; and as, in consequence, in the event of any infringement of these alleged rights, a legal remedy would be available, even independently of the acceptance by the Parties of the optional clause referred to in Article 36, paragraph 2, of the Statute ;

Whereas, in these circumstances, the safeguarding of the alleged rights in question does not at present require that the Court should, *proprio motu*, indicate any provisional measures of protection,

THE COURT

(1) dismisses the request of the Norwegian Government, dated July 18th, 1932, for the indication of interim measures of protection ;

(2) reserves its right subsequently to consider whether circumstances have arisen requiring the indication of provisional measures in accordance with Article 41 of the Statute.

Done in French and English, the French text being authoritative, at the Peace Palace, The Hague, this third day of August, one thousand nine hundred and thirty-two, in four copies, one of which shall be deposited in the archives of the Court and the others transmitted to the Royal Norwegian Government, to the Royal Danish Government and to the Council of the League of Nations respectively.

(Signed) M. ADATCI,

President of the Court.

(Signed) Å. HAMMARSKJÖLD,

Registrar of the Court.